

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 89 — 888

9 MARS 1989. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
relatif aux autorisations de déversement d'eaux usées industrielles et à leurs mesures de publicité

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment les articles 6, § 1^{er} et § 2, 9 à 13, 14, § 1^{er}, 64, 75 et 76, § 1^{er};

Vu l'avis de la Commission wallonne pour la protection des eaux de surface donné en date du 12 février 1988;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne et du Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- 1^o « Autorisation » : l'autorisation de déversement d'eaux usées prévue à l'article 6, § 1^{er} et § 2 du décret;
- 2^o « Décret » : le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;
- 3^o « Administration » : la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, Inspection générale de l'Eau, du Ministère de la Région wallonne;
- 4^o « Exécutif » : l'Exécutif régional wallon;
- 5^o « Ministre » : le Ministre, membre de l'Exécutif régional wallon, qui a la politique de l'eau dans ses attributions.

Art. 2. Les procédures fixées par le présent arrêté s'appliquent aux déversements d'eaux usées industrielles dans une eau de surface ordinaire et dans les égouts publics, les collecteurs d'eaux usées ou les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales.

CHAPITRE II. — *Introduction des demandes d'autorisation*

Art. 3. L'introduction des demandes d'autorisation doit se faire auprès de l'administration, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

La demande d'autorisation doit être introduite par l'exploitant de l'établissement ou par son mandataire, au moyen de formulaire dont le modèle figure à l'annexe au présent arrêté, dûment complété et accompagné de ses annexes.

Le demandeur sollicite l'avis de l'organisme d'épuration agréé. Cet avis ne sera pas joint à la demande si l'organisme d'épuration n'a pas répondu dans le mois qui suit la demande d'avis.

Lorsque le dossier n'est pas complet, le demandeur en est informé par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception et est invité à compléter sa demande.

CHAPITRE III. — *Instruction des demandes et délivrance des autorisations*

Art. 4. Dans un délai de quatre mois, à partir de la date de l'accusé de réception visé à l'article 3, le Ministre statue sur les demandes d'autorisation introduites conformément aux dispositions de ce même article.

Le Ministre peut proroger ce délai de la même durée. La décision motivée de prorogation est notifiée au demandeur.

Passé ce délai éventuellement prorogé, l'absence de décision équivaut à un refus.

Art. 5. L'arrêté ministériel d'autorisation mentionne les conditions de déversement prévues à l'article 9 du décret, la localisation des points de déversement et le débit maximum par point de déversement.

Le Ministre désigne les fonctionnaires et agents techniques habilités à exercer les contrôles requis en application des articles 10 et 11 du décret.

Art. 6. L'administration transmet une copie de l'arrêté ministériel d'autorisation à l'administration communale du lieu de déversement. Dans un délai de quinze jours, à dater de la réception de ce document, l'administration communale procède à l'affichage de la copie de l'arrêté ministériel d'autorisation aux valves communales, pendant trente jours.

Dans les quinze jours de la réception de la décision et pendant une durée de trente jours, le demandeur ou le titulaire est tenu d'afficher la décision à deux endroits visibles à cent mètres maximum du lieu de déversement et situés le long d'une voie publique carrossable. Ces affichages sont maintenus en parfaites conditions de visibilité et de lisibilité pendant toute la durée de leur exposition.

CHAPITRE IV. — *Modification et renouvellement des autorisations*

Art. 7. L'avertissement obligatoire en vertu de l'article 11, § 2, du décret doit être adressé sans délai à l'administration, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

La procédure à suivre en cas de modification des caractéristiques des eaux usées déversées est celle qui est prévue aux chapitres II et III du présent arrêté.

Art. 8. Une demande de renouvellement d'autorisation doit être introduite, par le titulaire, au plus tard quatre mois avant sa date d'expiration.

Les modalités d'introduction des demandes de renouvellement des autorisations, d'instruction de ces demandes et de délivrance de la nouvelle autorisation, sont celles qui sont prévues aux chapitres II et III du présent arrêté.

CHAPITRE V. — *Usage et transmissibilité des autorisations*

Art. 9. L'autorisation est transmissible. Tout changement d'exploitant doit cependant être signalé à l'administration dans un délai d'un mois, à compter de la reprise effective de l'exploitation.

CHAPITRE VI. — *Dispositions pénales*

Art. 10. Toute infraction à l'article 6, alinéa 2, et à l'article 9 du présent arrêté est punie d'un emprisonnement de un à sept jours et d'une amende de un à vingt-cinq francs ou d'une de ces peines seulement.

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 11. Les délais visés aux articles 4 et 8, alinéa 1^{er}, sont applicables à partir du 1^{er} janvier 1991.

Art. 12. Les exploitants d'installations existantes au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, disposent d'un délai de quarante mois, à partir de la notification d'une décision entraînant une modification d'installations, pour se conformer à cette décision.

Art. 13. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 mars 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de la Région wallonne
chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau,

A. COOLS

Le Ministre de la Région wallonne
chargé de l'Agriculture, de l'Environnement, de l'Energie et du Logement,

G. LUTGEN

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AUTORISATION DE DEVERSEMENT D'EAUX USEES
--

A1 — IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

Dénomination officielle de la firme

Adresse du siège social :

Rue/Avenue/Boulevard, n°

Code postal Commune ancienne

Commune nouvelle

Nom du siège d'exploitation pour lequel l'autorisation est demandée

Adresse du siège d'exploitation :

Rue/Avenue/Boulevard, n°

Code postal Commune ancienne

Commune nouvelle

A2 — ACTIVITE(S) EXERCEE(S) AU SIEGE D'EXPLOITATION

A3 — PERSONNES DE CONTACT

Nom responsable principal

Fonction Tél.

Nom responsable délégué

Fonction Tél.

A4 — PERSONNEL EMPLOYE

Nombre de personnes travaillant au siège d'exploitation

Nombre d'équipes successives par jour

Eventuelle évolution pour l'avenir

A5 — PERIODES DE PRODUCTION

Biffer les périodes de non-fonctionnement de l'entreprise :

heures : 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24

Jours : LU MA MER JE VE SA DI

Mois : 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

Cadre réservé à l'Administration

Code INS :

Code d'activité :

N° d'ordre :

Récepteur :

Code zone hydrologique :

C - RECEPTEURS ET DEBITS DE DEVERSEMENT

L'activité de votre entreprise vous amène à avoir un ou plusieurs déversements d'eaux usées dans un ou plusieurs récepteurs.

Sur le plan cadastral demandé au point D2, localisez et numérotez les déversements en ordre croissant dans le sens amont-aval, successivement dans les eaux de surface, dans les égouts publics et puis dans les autres récepteurs.

Sur le présent formulaire, répartissez ces déversements dans les trois rubriques ci-dessous en fonction de l'usage dont ces eaux ont fait l'objet (usage domestique, de refroidissement ou industriel) et complétez le tableau en mentionnant en regard du numéro de déversement, le récepteur final de ce déversement (égout public, eau de surface, voie artificielle d'écoulement des eaux pluviales, sous-sol, citerne, ...).

Si le récepteur est une eau de surface (cours d'eau, lac, étang, canal, ...), indiquez en le nom courant.

Si le récepteur est le sous-sol, indiquez le moyen technique d'enfouissement (puits perdu, drain dispersant, plateau absorbant, écoulement dans cavité naturelle).

En cas de variations établies et sensibles de production (variations saisonnières, changements saisonniers de procédés de fabrication ou de produits fabriqués, périodes de surproduction, périodes de nettoyage systématique des installations, etc.), joindre en annexe un exposé succinct de la succession de ces périodes durant l'année.

En note annexe, décrire les circonstances accidentelles, éventuellement possibles, dans lesquelles les renseignements fournis ci-avant (débits et caractéristiques) seraient dépassés.

Décrire les moyens mis en œuvre pour circonscrire les incidences d'un tel accident.

C1 - EAUX USEES DOMESTIQUES

1. Les récepteurs et les débits de déversement d'eau usée domestique sont repris dans le tableau ci-dessous :

Numéro du déversement	Récepteur du déversement	Débit maximum par heure	Débit maximum par jour	Débit maximum par mois

C2 - EAUX DE REFROIDISSEMENT

1. Il existe - il n'existe pas - de circuit fermé de refroidissement.
2. Le volume d'eau circulant dans le circuit fermé de refroidissement est de mètres-cubes.
3. La fréquence annuelle de purge du circuit fermé de refroidissement est de fois par an.
4. La purge du circuit fermé de refroidissement est effectuée pendant les périodes de l'année suivantes :

5. Les récepteurs et les débits de déversement d'eau de refroidissement sont repris dans le tableau ci-dessous :

Numéro du déversement	Récepteur du déversement	Débit maximum par heure	Débit maximum par jour	Débit maximum par mois

6. Pour chaque déversement d'eau de refroidissement repris ci-dessus, veuillez préciser les caractéristiques maximales attendues de l'eau déversée au moyen de la grille R ci-annexée.

C3 — EAUX USEES INDUSTRIELLES

1. Les récepteurs et les débits de déversement d'eaux usées industrielles sont repris dans le tableau ci-dessous :

Numéro du déversement	Récepteur du déversement	Débit maximum par heure	Débit maximum par jour	Débit maximum par mois

2. Pour chaque déversement d'eau usée industrielle repris ci-dessus, veuillez préciser les caractéristiques maximales attendues de l'eau déversée au moyen de la grille I ci-annexée.

D — DOCUMENTS A FOURNIR EN ANNEXE

Outre les documents et notes descriptives demandés éventuellement aux points précédents, fournir les documents ci-dessous :

- Un extrait de la carte IGN à l'échelle 1/10000e (ou, à défaut, un extrait de carte routière ou un extrait de plan de commune) sur format Din A4 (20 × 29 cm) ou multiple permettant de situer votre entreprise par rapport à son entourage (500 mètres minimum).
- Un extrait du plan cadastral à l'échelle 1/2500e sur lequel vous faites apparaître de façon distincte :
 - l'implantation des bâtiments et aires de stockage extérieur;
 - le(s) récepteur(s) d'eaux usées;
 - le tracé des canalisations d'évacuation des eaux usées;
 - les déversements numérotés.
- Un plan des installations, à l'échelle 1/100e, 1/500e ou 1/1000e, sur lequel doit apparaître de façon distincte :
 - pour chaque type d'eau rejetée (y compris les eaux pluviales), le tracé des canalisations d'évacuation, dans l'établissement et sur le terrain;
 - l'emplacement des dispositifs de traitement des eaux usées;
 - l'emplacement des dispositifs de contrôle des caractéristiques des eaux déversées (qualité et débits).
- Une description des processus de fabrication avec schéma des circuits d'écoulement des eaux.
- Une copie des autorisations de prise d'eau et de déversement antérieurement délivrées à la firme.

Je soussigné, M.
déclare que les informations ci-dessus et présentées en annexe sont exactes.

Je sollicite du Ministre de la Région wallonne qui a l'eau dans ses compétences l'autorisation de déverser les eaux usées en provenance de l'établissement visé au point A du présent formulaire.

Fait à, le

Signature

Formulaire à retourner complété, daté, signé et muni de ses annexes à l'adresse suivante :

Ministère de la Région wallonne
Inspection générale de l'Eau
Service des Eaux de Surface
Avenue Albert 1^{er} 187, 5000 NAMUR

GRILLE I : Caractéristiques des eaux usées industrielles rejetées par le déversement n°

Paramètres de caractérisation des eaux usées industrielles	Unité	Valeur maximale au déversement	Remarques éventuelles
pH minimum	°S		
pH maximum	°S		
Température	°C		
Matières sédimentables (2 h)	MI/l		
Demande biochimique en oxygène en 5 jours à 20 °C (DB05)	mg/l		
Demande chimique en oxygène (DCO) (dichromate)	mg/l		
Hydrocarbures non polaires extractibles au CCl ₄	mg/l		
Détergents (anioniques, cationiques et non-ioniques)	mg/l		
Phosphates	mg/l		
Chlorures	mg/l		
Sulfates	mg/l		
Sulfites	mg/l		
Nitrates	mg/l		
Azote ammoniacal	mg/l		
Azote organique	mg/l		

Note : Aux paramètres cités dans cette grille, mentionnez, si nécessaire, les teneurs maximales, dans les eaux déversées, en phénols, cyanures, chlore libre, chlore organique, fluorures, sulfures et mercaptans, composés organohalogénés, organophosphorés, organosiliciés, autres pesticides, chrome, zinc, cadmium, mercure, cobalt, plomb, nickel, arsenic, argent, manganèse, sélénium, fer, cuivre, aluminium, étain, autres substances chimiques toxiques, substances radioactives, etc.

Pour les produits utilisés dont la composition est inconnue, indiquez le nom du fournisseur et les références du produit.

Cadre réservé à l'Administration

Code dossier N° décharge

GRILLER : Caractéristiques des eaux de refroidissement rejetées par le déversement n°

Paramètres de caractérisation des eaux de refroidissement	Unité	Valeur maximale du déversement	Remarques éventuelles
pH minimum	°S		
pH maximum	°S		
Teneur en oxygène dissous	mg/l		
Matières en suspension	mg/l		
Demande chimique en oxygène (DCO) (dichromate)	mg/l		
Dureté totale	°Fr		
Phosphates	mg/l		
Chromates	mg/l		
Silicates	mg/l		
Nitrites	mg/l		
Autres algicides, tartrifuges et inhibiteurs de corrosion	mg/l		

Cadre réservé à l'Administration

Code dossier N° décharge

AVIS D'AUTORISATION DE DEVERSEMENT D'EAUX USEES

Conformément à l'article 14 du décret du 7 octobre 1985 sur la Protection des Eaux de Surface contre la pollution, le Ministère de la Région wallonne informe la population que (denomination de l'impétrant) est autorisé, par arrêté ministériel du (date) à déverser les eaux usées en provenance des installations sises (adresse du siège d'exploitation) à (nom de la commune nouvelle) dans (nom du cours d'eau) situé (voir extrait de carte jointe) moyennant le respect de conditions de déversement. L'arrêté ministériel portant autorisation et spécifiant ces conditions peut être consulté par quiconque au siège de l'Administration communale.

Le recours prévu à l'article 14, § 2, du décret peut être exercé pendant une durée de trente jours à dater de l'affichage de cet avis.

Le Ministre de la Région wallonne,
chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau,

A. COOLS

Affiché le

Le secrétaire,

Le bourgmestre,

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 89 — 888

**9. MÄRZ 1989. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive
über die Genehmigungen für die Einleitung von industriellem Abwasser
und über ihre Bekanntmachungsmaßnahmen**

Augrund des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz der Oberflächengewässer gegen Verschmutzung, insbesondere der Artikel 6, § 1 und § 2, 9 bis 13, 14, § 1, 64, 75 und 76, § 1;

Aufgrund des Gutachtens des wallonischen Ausschusses für den Schutz der Oberflächengewässer, gegeben am 12. Februar 1988;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Lokalen Behörden, der Bezuschußten Arbeiten und des Wassers für die Wallonische Region und des Ministers der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

KAPITEL I. — Anwendungsbereich

Artikel 1. Zwecks Anwendung dieses Erlasses bedeutet :

1° « Genehmigung » : die in Artikel 6, § 1 und § 2 des Dekrets vorgesehene Genehmigung zur Ableitung von Abwässern;

2° « Dekret » : das Dekret vom 7. Oktober 1985 über den Schutz der Oberflächengewässer gegen Verschmutzung;

3° « Verwaltung » : die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt — Generalaufsichtsbehörde des Wassers im Ministerium der Wallonischen Region;

4° « Exekutive » : die Wallonische Regionalexekutive;

5° « Minister » : den Minister, Mitglied der Wallonischen Regionalexekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört.

Art. 2. Die im vorliegenden Erlaß festgelegten Verfahren gelten für die Einleitungen von Industrieabwasser in die ordentlichen Oberflächengewässer und in die öffentlichen Kanalisationen, in die Abwasservorfluter oder in die künstlichen Regenwasserabflüsse.

KAPITEL II. — Einreichung der Anträge auf Genehmigung

Art. 3. Die Anträge auf Genehmigung müssen bei der Verwaltung mit bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief mit Rückschein eingereicht werden.

Der Antrag auf Genehmigung muß vom Betreiber der Einrichtung oder von seinem Bevollmächtigten anhand des ordentlich ausgefüllten Formulars, dessen Modell in der Beilage zu diesem Erlaß beigelegt ist, zusammen mit seiner Anlagen eingereicht werden.

Der Antragsteller bittet die anerkannte Einrichtung für die Klärung um ein Gutachten. Dieses Gutachten ist dem Antrag nicht beizufügen, wenn die Einrichtung für die Klärung innerhalb eines Monats nach dem Antrag auf Gutachten nicht geantwortet hat.

Wenn die Akte nicht vollständig ist, wird der Antragsteller darüber mit bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief mit Rückschein unterrichtet und darum gebeten, seinen Antrag zu vervollständigen.

KAPITEL III. — Untersuchung der Anträge und Ausstellung der Genehmigungen

Art. 4. Innerhalb vier Monaten nach dem Datum des in Artikel 3 erwähnten Rückscheins befindet der Minister über die in Gemäßheit desselben Artikels eingereichten Anträge auf Genehmigung.

Der Minister kann diese Frist um die gleiche Dauer verlängern. Der begründete Beschluß wird dem Antragsteller mitgeteilt.

Wird nach dieser eventuell verlängerten Frist kein Beschluß gefaßt, so gilt dies als eine Verweigerung.

Art. 5. Der Ministerialerlaß, durch den die Genehmigung erteilt wird, gibt die in Artikel 9 des Dekrets vorgesehenen Einleitungsbedingungen, die Lokalisierung der Einleitungsorte und die maximale Ableitungsmenge an jedem Einleitungsort an.

Der Minister bezeichnet die Beamten und die technischen Bediensteten, die zur Durchführung der in Anwendung von Artikel 10 und 11 des Dekrets erforderlichen Kontrollen ermächtigt sind.

Art. 6. Die Verwaltung übermittelt der Gemeindeverwaltung des Einleitungsorts eine Kopie des Ministerialerlasses, mit dem die Genehmigung erteilt worden ist. Innerhalb fünfzehn Tagen nach Erhalt dieses Dokuments nimmt die Gemeindeverwaltung den Anschlag der Kopie des Ministerialerlasses, mit dem die Genehmigung erteilt worden ist, während dreißig Tagen vor.

Innerhalb von fünfzehn Tagen nach Erhalt des Beschlusses ist der Antragsteller, bzw. der Inhaber verpflichtet, den Beschluß an zwei sichtbaren Plätzen, die um höchstens 100 Meter vom Einleitungsort und an einem befahrbaren öffentlichen Weg liegen, anzuschlagen. Diese Anschläge werden in einem tadellosen Sichtbarkeits- und Leserlichkeitszustand während ihrer ganzen Ausstellungsdauer gehalten.

KAPITEL IV. — Änderung und Erneuerung der Genehmigungen

Art. 7. Die kraft Artikel 11, § 2 des Dekrets pflichtige Mahnung muß unverzüglich der Verwaltung mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mit Rückschein versandt werden.

Die im Falle einer Änderung der Merkmale des eingeleiteten Wassers zu beachtende Verfahrensweise ist diejenige, die in den Kapiteln II und III dieses Erlasses vorgesehen ist.

Art. 8. Ein Antrag auf Erneuerung der Genehmigung muß vom Inhaber spätestens vier Monate vor seinem Verfallsdatum eingereicht werden.

Die Modalitäten der Einreichung der Anträge auf Erneuerung der Genehmigungen, der Untersuchung dieser Anträge und der Ausstellung der neuen Genehmigung sind diejenigen, die in den Kapiteln II und III dieses Erlasses vorgesehen sind.

KAPITEL V. — Gebrauch und Übertragbarkeit der Genehmigungen

Art. 9. Die Genehmigung ist übertragbar. Jeder Betreiberwechsel muß jedoch der Verwaltung innerhalb eines Monats nach der tatsächlichen Übernahme mitgeteilt werden.

KAPITEL VI. — *Strafbestimmungen*

Art. 10. Jede Verletzung von Artikel 6, Absatz 2, und von Artikel 9 des vorliegenden Erlasses wird mit einer Haftstrafe von sieben Tagen und mit einer Geldbuße von ein bis fünfundzwanzig Franken oder nur mit einer dieser Strafen geahndet.

KAPITEL VII. — *Übergangs- und Schlußbestimmungen*

Art. 11. Die in Artikel 4 und 8, Absatz 1, bestimmten Fristen finden ab 1. Januar 1989 Anwendung.

Art. 12. Den Betreibern von beim Inkrafttreten dieses Erlasses bestehenden Anlagen wird eine Frist von vierzig Monaten, ab der Notifizierung eines Beschlusses, demzufolge eine Änderung der Anlagen notwendig ist, gesetzt, um diesem Beschluß Folge zu leisten.

Art. 13. Der Minister ist mit der Durchführung dieses Erlasses beauftragt.

Namur, den 9. März 1989.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Lokalen Behörden,
der Bezuschußten Arbeiten und des Wassers für die Wallonische Region,

A. COOLS

Der Minister der Landwirtschaft,
der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

FORMULAR FÜR DEN ANTRAG AUF GENEHMIGUNG ZUR ABWASSEREINLEITUNG

A1 — KENNZEICHNUNG DES ANTRAGSTELLERS

Offizielle Bezeichnung der Firma :

Anschrift des Firmensitzes :

Straße Nr.
Postleitzahl ehemalige Gemeinde
neue Gemeinde

Name des Betriebssitzes, für den die Genehmigung beantragt wird :

Anschrift des Betriebssitzes :

Straße Nr.
Postleitzahl ehemalige Gemeinde
neue Gemeinde

A2 — IM BETRIEBSSITZ AUSGEÜBTE TÄTIGKEITEN

A3 — KONTAKTPERSONEN

Name des Hauptverantwortlichen

Funktion Tel.

Name des beauftragten Verantwortlichen

Funktion Tel.

A4 — BESCHÄFTIGTES PERSONAL

Anzahl Personen, die im Betriebssitz arbeiten

Anzahl aufeinanderfolgender Schichten pro Tag

Eventuelle Entwicklung für die Zukunft

A5 — PRODUKTIONSPERIODEN

Außerbetriebszeiten des Unternehmens bitte streichen :

Stunden :	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24
Tage :	MON			DI			MI			DON			FR			SAM			SON					
Monate :	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12												

Für die Verwaltung vorbehaltener Rahmen

INS-Kode :

Tätigkeitskode :

Nummer :

Vorfluter :

Kode der hydrologischen Zone :

C — VORFLUTER UND ABFLUSSMENGEN

Wegen der Tätigkeit Ihres Unternehmens müssen Sie an einer bzw. mehreren Stellen Abwasser in einen bzw. mehrere Vorfluter ableiten.

Lokalisieren Sie und numerieren Sie auf dem unter Punkt D2 verlangten Katasterplan die Ableitpunkte in abnehmender Ordnung und in der Richtung aufwärts-abwärts, nacheinander in die Oberflächengewässer, in die öffentlichen Kanalisationen und dann in die anderen Vorfluter.

Verteilen Sie auf diesem Formular diese Einleitungen je nach der Verwendung dieses Wassers (hausliches Wasser, Kühlwasser, industrielles Wasser) in den drei unten stehenden Rubriken und ergänzen Sie die Tabelle, indem Sie gegenüber der Nummer der Ableitung den letzten Vorfluter dieser Ableitung (öffentliche Kanalisation, Oberflächenwasser, künstlicher Regenwasserabfluß, Untergrund, Tank...) angeben.

Wenn der Vorfluter ein Oberflächenwasser (Wasserlauf, See, Weiher, Kanal) ist, geben Sie seinen gewöhnlichen Namen an.

Wenn der Vorfluter der Untergrund ist, geben Sie das technische Versenkungsmittel (Sickerschacht, Sickergraben, aufsaugende Platte, Abfluß in einem natürlichen Hohlraum) an.

Bei nachgewiesenen und beträchtlichen Produktionsschwankungen (saisonbedingte Schwankungen, saisonbedingte Änderung der Produktionsverfahren oder der erzeugten Produkte, Überproduktionsperioden, Perioden der systematischen Reinigung der Anlagen, usw.), legen Sie eine kurze Darlegung der Reihenfolge dieser Perioden während des Jahres bei.

Beschreiben Sie in einer beigelegten Notiz die etwaigen unfallbedingten Umstände, in denen die eingangs gelieferten Auskünfte (Abflußmengen und Merkmale) überschritten werden würden.

Beschreiben Sie die zur Einschränkung der Auswirkungen eines solchen Unfalls getroffenen Maßnahmen.

C1 — HAUSLICHES ABWASSER

1. Die Vorfluter und die Abflußmengen des Abwassers aus dem Haushalt sind in der nachstehenden Tabelle wiedergegeben :

Nummer der Abflußableitung	Vorfluter der Ableitung	Max. Abflußmenge pro Stunde	Max. Abflußmenge pro Tag	Max. Abflußmenge pro Monat

C2 — KÜHLWASSER

1. Es besteht ein — es besteht kein — geschlossener Kühlungskreislauf.
2. Die in dem geschlossenen Kühlungskreislauf umlaufende Wassermenge beträgt Kubikmeter.
3. Die jährliche Frequenz der Entleerung des geschlossenen Kühlungskreislaufs ist mal im Jahr.
4. Die Entleerung des geschlossenen Kühlungskreislaufs erfolgt in den folgenden Perioden :
.....
.....

5. Die Vorfluter und die Kühlwasserableitungsmengen sind in der nachstehenden Tabelle wiedergegeben :

Nummer der Abflußableitung	Vorfluter der Ableitung	Max. Abflußmenge pro Stunde	Max. Abflußmenge pro Tag	Max. Abflußmenge pro Monat

6. Geben Sie für jede vorerwähnte Kühlwasserableitung die zu erwartenden maximalen Merkmale des abgeleiteten Wassers anhand der beigelegten Tabelle R an.

C3 — INDUSTRIELLES ABWASSER

1. Die Vorfluter und die Ableitungsmengen von industriellem Abwasser sind in der nachstehenden Tabelle wiedergegeben :

Nummer der Abflußableitung	Vorfluter der Ableitung	Max. Abflußmenge pro Stunde	Max. Abflußmenge pro Tag	Max. Abflußmenge pro Monat

2. Geben Sie für jede vorerwähnte Ableitungspunkt von industriellem Abwasser die zu erwartenden maximalen Merkmale des abgeleiteten Wassers anhand der beigefügten Tabelle I an :

D — BEIZUFÜGENDE UNTERLAGEN

Nebst den eventuell vorstehend verlangten Unterlagen und beschreibenden Notizen, müssen die folgenden Unterlagen beigefügt werden :

- Ein Auszug aus der NGI-Karte im Maßstab 1/10000 (oder, falls es eine solche nicht gibt, ein Auszug aus einer Straßenkarte oder ein Auszug aus dem Gemeindeplan) im DIN A4 Format (20 × 29 cm) oder im Mehrfachformat, der die Lage Ihres Unternehmens gegenüber seiner Umgebung (mindestens 500 Meter) ersichtlich macht.
- Ein Auszug aus dem Katasterplan im Maßstab 1/2500, auf dem Sie :
 - die Lage der Gebäude und der Außenlagerungsflächen;
 - der (die) Abwasservorfluter;
 - den Verlauf der Abwasserleitungen;
 - die nummerierten Ableitungspunkte,
 deutlich angeben.
- Ein Plan der Anlagen im Maßstab 1/100, 1/500 oder 1/1000, auf dem :
 - für jede Art abgeleiteten Abwassers (einschließlich des Regenwassers), der Verlauf der Abwasserleitungen, in der Firma und auf dem Gelände;
 - die Lage der Abwasserverarbeitungssysteme;
 - die Lage der Vorrichtungen für die Kontrolle der Merkmale des abgeleiteten Wassers (Qualität und Abflußmenge),
 deutlich angegeben werden müssen.
- Eine Beschreibung der Herstellungsprozesse mit Wasserabflußschematas.
- Eine Kopie der der Firma früher ausgestellten Wasserentnahme- und Einleitungsgenehmigungen.

Ich, der unterzeichnende Herr
 erkläre, daß die oben erteilten und als Anlage beigefügten Auskünfte richtig sind.

Ich beantrage vom Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, die Genehmigung, Abwasser aus der unter Punkt A der Anlage zu diesem Formular erwähnten Firma einzuleiten.

Ausgestellt in, am

Unterschrift

Dieses Formular muß ausgefüllt, datiert, unterzeichnet und mit seinen Anlagen an die folgende Adresse zurückgesandt werden :

Ministerium der Wallonischen Region
 Generalinspektion für das Wasser
 Dienststelle für Oberflächengewässer
 Avenue Albert 1^{er} 187, 5000 NAMUR

TABELLE I : Merkmale des aus dem Ableitpunkt Nr. abgeleiteten industriellen Abwassers

Parameter für die Kennzeichnung des industriellen Abwassers	Einheit	Maximaler Wert bei der Ableitung	Etwaige Bemerkungen
minimales pH	°S		
maximales pH	°S		
Temperatur	°C		
Ablagerungsfähige Stoffe (2 St.)	ml/l		
Biochemischer Sauerstoffbedarf (BSB5) mg/l während 5 Tagen auf 20 °C	mg/l		
Chemischer Sauerstoffbedarf (CSB) (Dichromat)	mg/l		
Apolare Kohlenwasserstoffe, extrahierbar mit CCl ₄	mg/l		
(anionische, basische, nicht ionische) Detergentien	mg/l		
Phosphate	mg/l		
Chloride	mg/l		
Sulfate	mg/l		
Sulfite	mg/l		
Nitrate	mg/l		
Ammoniakstickstoff	mg/l		
Organischer Stickstoff	mg/l		

Hinweis : wenn nötig, erwähnen Sie, neben den in dieser Tabelle aufgeführten Parametern, die in dem abgeleiteten Abwasser vorhandenen Gehalte an Phenolen, Cyaniden, freiem Chlor, organischem Chlor, Fluoriden, Sulfiden und Mercaptanen, Organo-Halogen-Verbindungen, Organophosphaten, Organo-Silizium-Verbindungen, an anderen Pestiziden, an Chrom, Zink, Cadmium, Quecksilber, Cobalt, Blei, Nickel, Arsen, Silber, Mangan, Selen, Eisen, Kupfer, Aluminium, Zinn, anderen chemischen giftigen Stoffen, radioaktiven Stoffen, usw.

Für verwendete Produkte, deren Zusammensetzung unbekannt ist, geben Sie den Namen des Lieferants und die Kennzeichen des Produkts an.

Für die Verwaltung vorbehaltener Rahmen

Aktenzeichen Entlastungs-Nr.

TABELLE R : Merkmale des aus dem Ableitepunkt Nr. abgeleiteten Kühlwassers

Parameter für die Kennzeichnung des Kühlwassers	Einheit	Maximaler Wert bei der Ableitung	Etwaige Bemerkungen
minimales pH	°S		
maximales pH	°S		
Gehalt an aufgelöstem Sauerstoff	mg/l		
Schwebende Stoffe	mg/l		
Chemischer Sauerstoffbedarf (CSB) (Dichromat)	mg/l		
Totale Härte	° Fr		
Phosphate	mg/l		
Chromate	mg/l		
Silikate	mg/l		
Nitrite	mg/l		
Andere Algenvertilgungsmittel, zur Verhinderung von Kesselstein eingesetzte Mittel und Korrosionshemmstoffe	mg/l		

Für die Verwaltung vorbehaltener Rahmen

Aktenzeichen Entlastungs-Nr.

BEKANNTMACHUNG ÜBER EINE GENEHMIGUNG ZUR ABWASSEREINLEITUNG

Gemäß Artikel 4 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz der Oberflächengewässer gegen Verschmutzung informiert das Ministerium der Wallonischen Region die Bevölkerung, daß
 (Bezeichnung des Antragstellers)
 durch Ministerialerlaß vom (Datum)
 Abwasser aus den Anlagen, die in (Anschrift des Betriebssitzes)
 in (Name der neuen Gemeinde)
 in (Name des Wasserlaufs)
 fließend in : vgl. beigefügter Kartenauszug, vermittle der Einhaltung der Ableitungsbedingungen einleiten darf. Jeder darf den Ministerialerlaß, durch den diese Genehmigung erteilt wirdt und der diese Bedingungen festlegt, beim Sitz der Gemeindeverwaltung einsehen.

Die in Artikel 14, § 2, des Dekrets vorgesehene Beschwerde kann binnen dreizig Tagen nach dem Anschlagen dieser Bekanntmachung eingelegt werden.

Der Minister der Wallonischen Region,
 beauftragt mit den Lokalen Behörden, den Bezugschußten Arbeiten und dem Wasser,

A. COOLS

Angeschlagen am

Der Sekretär,

Der Bürgermeister,

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 89 — 888

**9 MAART 1989. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve
betreffende de vergunningen voor het lozen van industrieel afvalwater
en de maatregelen inzake bekendmaking van die machtigingen**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 7 oktober 1985 inzake bescherming van oppervlaktewateren tegen verontreiniging, inzonderheid op de artikelen 6, § 1 en § 2, 9 tot 13, 14, § 1, 64, 75 en 76, § 1;

Gelet op het advies van de Waalse Commissie voor de bescherming van oppervlaktewateren, gegeven op 12 februari 1988;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water en van de Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° « Machtiging » : de in artikel 6, § 1, en § 2 van het decreet voorziene machtiging voor het lozen van afvalwater;

2° « Decreet » : het decreet van 7 oktober 1985 inzake bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging;

3° « Bestuur » : de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Algemene Inspectie voor Water van het Ministerie van het Waalse Gewest;

4° « Executieve » : de Waalse Gewestexecutieve;

5° « Minister » : de Minister, lid van de Waalse Gewestexecutieve, tot wiens bevoegdheid het water behoort.

Art. 2. De door dit besluit vastgestelde procedures zijn van toepassing op lozingen van industrieel afvalwater in oppervlaktewater en in openbare rioleringen, verzamelleidingen van afvalwater of in kunstmatige afvoerwegen van regenwater.

HOOFDSTUK II. — *Indiening van de aanvragen om machtiging*

Art. 3. De aanvragen om machtiging moeten bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs bij het bestuur ingediend worden.

De machtigingsaanvraag moet door de exploitant van de onderneming of zijn gemachtigde ingediend worden aan de hand van het bij dit besluit gevoegde formulier, behoorlijk ingevuld en vergezeld van zijn bijlagen.

De aanvrager vraagt naar het advies van de erkende zuiveringsinstelling. Dit advies is bij de aanvraag niet gevoegd wanneer de zuiveringsinstelling zich binnen de maand die de adviesaanvraag volgt, niet uitgesproken heeft.

Wanneer het dossier onvolledig is, wordt de aanvrager er op de hoogte van gebracht bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs en wordt uitgenodigd zijn aanvraag aan te vullen.

HOOFDSTUK III. — *Behandeling van de aanvragen en toekenning van de machtigingen*

Art. 4. De Minister besluit binnen een termijn van vier maanden te rekenen van de in artikel 3 bedoelde datum van het bericht van ontvangst over de machtigingsaanvragen ingediend overeenkomstig de bepalingen van ditzelfde artikel.

De Minister kan die termijn met dezelfde duur verlengen. De met redenen omklede verlengingsbeslissing wordt betekend aan de aanvrager.

Na het vervallen van die eventueel verlengde termijn en bij gebreke van beslissing wordt de machtiging geacht te zijn geweigerd.

Art. 5. Het ministerieel besluit tot machtiging vermeldt de voorwaarden inzake lozing voorzien in artikel 9 van het decreet, de localisatie van de lozingsplaatsen en het maximum debiet per lozingsplaats.

De Minister wijst de ambtenaren en technische beambten aan die bevoegd zijn om de met toepassing van de artikelen 10 en 11 van het decreet vereiste controles uit te voeren.

Art. 6. Het bestuur geeft een afschrift van het ministerieel besluit tot machtiging aan het gemeentebestuur waar de lozingsplaats is gelegen. Binnen een termijn van vijftien dagen, te rekenen van de ontvangst van dit document, wordt het afschrift van het ministerieel besluit tot machtiging aangeplakt door het gemeentebestuur tijdens dertig dagen, op de gemeentelijke aankondigingsborden.

Binnen vijftien dagen na ontvangst van de beslissing en tijdens een termijn van dertig dagen wordt de aanvrager of de houder ertoe gehouden die beslissing aan te plakken op twee zichtbare plaatsen gelegen op een maximum afstand van honderd meter van de lozingsplaats waarvan sprake is in de aanvraag, langs een openbare rijweg. Er wordt zorg voor gedragen dat die kennisgeving tijdens haar hele aanplakkingsduur goed zichtbaar en leesbaar blijft.

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging en hernieuwing van machtigingen*

Art. 7. Het krachtens artikel 11, § 2 van het decreet verplichte bericht moet onverwijld bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs aan het bestuur worden gestuurd.

De procedure te volgen in geval van wijzigingen van de karakteristieken van het geloosde afvalwater is die die in de hoofdstukken II en III van dit besluit wordt bepaald.

Art. 8. Een vernieuwingsaanvraag moet door de houder ten laatste vier maanden vóór de vervalddag van de machtiging worden ingediend.

De modaliteiten inzake indiening van aanvragen en vernieuwing van machtigingen, alsmede de modaliteiten inzake behandeling van die aanvragen en toekenning van de nieuwe machtiging, zijn die die in de hoofdstukken II en III van dit besluit worden bepaald.

HOOFDSTUK V. — *Aanwending en overdraagbaarheid van machtigingen*

Art. 9. De machtiging mag overgedragen worden. Elke verandering van exploitant moet echter aan het bestuur worden medegedeeld binnen een termijn van één maand te rekenen van de werkelijke overname van het bedrijf.

HOOFDSTUK VI. — *Strafbepalingen*

Art. 10. Iedere overtreding van artikel 6, tweede lid, en van artikel 9 van dit besluit wordt gestraft met een gevangenisstraf van één tot zeven dagen en met een geldboete van één tot vijftwintig frank of met één van die straffen.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 11. De in de artikelen 4 en 8, eerste lid bedoelde termijnen zijn van toepassing vanaf 1 januari 1991.

Art. 12. De exploitanten van installaties die op het ogenblik waarop dit besluit in werking treedt, al bestonden, beschikken over een termijn van veertig maanden te rekenen van de kennisgeving van een beslissing, die om aan die beslissing te voldoen, een wijziging van de installaties veroorzaakt.

Art. 13. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 maart 1989.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,
A. COOLS

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu, Energie en Huisvesting,
G. LUTGEN

**AANVRAAGFORMULIER VOOR DE TOEKENNING VAN EEN MACHTIGING
VOOR HET LOZEN VAN AFVALWATER**

A1 — IDENTIFICATIE VAN DE AANVRAGER

Officiële benaming van de firma

Adres van de maatschappelijke zetel :

 Straat/laan, nr.

 Postnr. Vroegere gemeente

 Nieuwe gemeente

Naam van de exploitatiezetel waarvoor de machtiging wordt gevraagd

Adres van de exploitatiezetel

 Straat/laan, nr.

 Postnr. Vroegere gemeente

 Nieuwe gemeente

A2 — ACTIVITEITEN UITGEOEFEND IN DE EXPLOITATIEZETEL

A3 — CONTACTPERSOON

Naam van de hoofdverantwoordelijke

Functie Tel.

Naam van de gemachtigde verantwoordelijke

Functie Tel.

A4 — TEWERKGESTELD PERSONEEL

Aantal tewerkgestelde personen in de exploitatiezetel

Aantal achtereenvolgende werkploegen per dag

Eventuele toekomstige ontwikkeling

A5 — PRODUKTIEPERIODES

De periodes van inactiviteit van het bedrijf doorhalen :

Uren : 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24

Dagen : MA DI WOE DO VR ZA ZO

Maanden : 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

Voorbehouden voor het bestuur

NIS-code :

Activiteitscode :

Ordnummer :

Ontvanger :

Code van de hydrologische zone :

C — VERZAMELPLAATSEN EN LOZINGSDEBIETEN

De activiteit van uw bedrijf verplicht u één of verschillende lozingen van afvalwater in één of verschillende verzamelplaatsen uit te voeren.

Op het in punt 2 gevraagde kadastraal plan dienen de lozingen die achtereenvolgens in de oppervlaktewateren, openbare rioleringen en daarna in de andere verzamelplaatsen worden uitgevoerd, te worden gelocaliseerd en genummerd in toenemende orde en in de richting stroom-opwaarts-stroomafwaarts.

Op dit formulier dienen die lozingen te worden ingedeeld in de drie hierboven vermelde rubrieken, rekening houdend met het verbruik van dit water (huishoudelijk gebruik, afkoeling of industrieel gebruik); die tabel moet naast het nummer van de lozing, de verzamelplaats (openbare riolering, oppervlaktewater, kunstmatige afvoerwegen van regenwater, ondergrond, tanks, ...) waar die lozing uiteindelijk moet gebeuren, vermelden.

Indien de verzamelplaats een oppervlaktewater is (waterstroom, meer, vijver, kanaal, ...) dient de naam ervan te worden vermeld.

Indien de verzamelplaats de ondergrond is, dient de voor het ingraven gekozen technische methode (zakput, verspreidende draineerbuis, absorberende vlakte, stroming in een natuurlijke holte) te worden vermeld.

In geval van vastgestelde en gevoelige produktieschommelingen (seizoenschommelingen, seizoenveranderingen van de produktieprocessen of van de vervaardigde produkten, periode van overproduktie, periode waarin de installaties systematisch worden gereinigd, ...) dient een korte uiteenzetting over die periodes tijdens het jaar gevoegd te worden.

Als bijlage dienen de eventueel mogelijke toevallige omstandigheden te worden omschreven waarin de hierboven verschaftte inlichtingen (debiëten en kenmerken) overschreden zouden mogen worden.

De middelen beschrijven om de effecten van zo'n ongeval te beperken.

C1 — HUISHOUELIJK AFVALWATER

1. De verzamelplaatsen en lozingsdebiëten van huishoudelijk afvalwater worden opgenomen in de volgende tabel :

Nummer lozing	Verzamelplaats van de lozing	Max. debiet per uur	Max. debiet per dag	Max. debiet per maand

C2 — KOELWATER

1. Er bestaat — er bestaat geen — gesloten koelsysteem.
2. De hoeveelheid water in het koelsysteem bedraagt kubiekmeter.
3. Het gesloten koelsysteem is maal per jaar afgetapt.
4. Het aftappen van het gesloten koelsysteem wordt uitgevoerd tijdens de volgende periodes :
.....
.....
5. De verzamelplaatsen en lozingsdebiëten van koelwater worden opgenomen in de volgende tabel :

Nummer lozing	Verzamelplaats van de lozing	Max. debiet per uur	Max. debiet per dag	Max. debiet per maand

6. De verwachte maximumkenmerken van het geloosde water dienen te worden verduidelijkt aan de hand van de hierbij gevoegde B-bijlage voor iedere in de hierboven vermelde tabel vermelde lozing van koelwater.

C3 — INDUSTRIEEL AFVALWATER

1. De verzamelplaatsen en lozingsdebieten van industrieel afvalwater worden opgenomen in de volgende tabel :

Nummer lozing	Verzamelplaats van de lozing	Max. debiet per uur	Max. debiet per dag	Max. debiet per maand

2. De verwachte maximumkenmerken van het geloosde water dienen te worden verduidelijkt aan de hand van de hierbij gevoegde bijlage voor iedere in de hierboven vermelde tabel vermelde lozing van industrieel afvalwater :

D — DOCUMENTEN TE VERSTREKKEN ALS BIJLAGEN

Naast de in de vorige punten eventueel gevraagde documenten en beschrijvende nota's dienen de volgende documenten te worden verstrekt :

- Een Din A4 (20 × 29 cm) uittreksel van de NGI-kaart bij een schaal van 1/10000 (of bij gebrek daaraan een uittreksel van wegenkaart of een uittreksel van een plan van een gemeente) of een veelvoudig formaat zodat uw onderneming gesitueerd kan worden in verhouding tot haar omgeving (minimum 500 meter).
- Een uittreksel van het kadastraal plan bij een schaal van 1/2500, waarop :
 - de vestiging van de gebouwen en van de buitenopslagplaatsen;
 - de verzamelplaats(en) van afvalwater;
 - het plan van de afvoerleidingen van afvalwater;
 - de genummerde lozingen,
 duidelijk moeten staan.
- Een plan van de installaties bij een schaal van 1/100, 1/500 of 1/1000, waarop :
 - het plan van de afvoerleidingen in het bedrijf en op het terrein, voor ieder type van geloosd water (regenwater inbegrepen);
 - de plaats van behandelingsinrichtingen van afvalwater;
 - de plaats van de controle-inrichtingen van de kenmerken van het geloosde water (kwaliteit en debiet) duidelijk moeten staan.
- Een beschrijving van de fabricageprocessen vergezeld van een schema van het afvloeiingssysteem van het water.
- Een afschrift van de vroeger aan de firma toegekende machtigingen voor het nemen van water en voor het lozen van afvalwater.

Ik, ondergetekende, verklaar dat de hierboven vermelde en hierbij gevoegde informatie juist zijn.

Ik verzoek de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid het water behoort, om machtiging afvalwater afkomstig van de onderneming bedoeld in het punt A van dit formulier, te lozen.

Gedaan te, op

Handtekening

Dit formulier moet ingevuld, gedateerd en ondertekend worden en moet met bijlagen aan het volgende adres gestuurd worden :

Ministère de la Région wallonne
 Inspection générale des Eaux de surface
 Service des Eaux de surface
 Avenue Albert 1^{er} 187, 5000 NAMUR

I-BIJLAGE : Parameters van het industrieel afvalwater uitgeworpen door de lozing nr.

Kenmerken van het industrieel afvalwater	Eenheid	Maximale waarde van de lozing	Eventuele opmerkingen
minimum pH	°S		
maximum pH	°S		
Temperatuur	°C		
Stoffen die kunnen bezinken (2 u.)	MI/l		
Biochemische behoefte aan zuurstof tijdens 5 dagen tegen 20 °C (DB05)	mg/l		
Chemische behoefte aan zuurstof (DCO) (tweekleurige stoffen)	mg/l		
Niet-polaire koolwaterstoffen die op CC14 gewonnen kunnen worden	mg/l		
Detergenten (anionisch, kationisch en niet-ionisch)	mg/l		
Fosfaten	mg/l		
Chloriden	mg/l		
Sulfaten	mg/l		
Nitraten	mg/l		
Als amonium gebonden stikstof	mg/l		
Organisch gebonden stikstof	mg/l		

Nota : Voor de in die tabel aangewezen parameters, dienen de maximum gehalten van het geloosde water aan fenolen, cyaniden, vrij chloor, organisch chloor, fluoriden, sulfiden en mercaptanen, organische halogeenverbindingen, organische fosforverbindingen, organische kiezelverbindingen, andere pesticiden, chroom, zink, cadmium, kwik, kobalt, lood, nikkel, arsenicum, zilver, mangaan, selenium, ijzer, koper, aluminium, tin, andere giftige chemische stoffen, radioactieve stoffen, ... zo nodig te worden vermeld.

Voor de gebruikte produkten waarvan de samenstelling onbekend is, de naam van de leverancier en de referenties van het produkt vermelden.

Vorbehouden voor het bestuur

Dossiercode..... Stortingsplaats nr.....

R-BIJLAGE : Parameters van het koelwater uitgeworpen door de lozing nr.....

Kenmerken van het koelwater	Eenheid	Max. waarde van de lozing	Eventuele opmerkingen
minimum pH	°S		
maximum pH	°S		
Gehalte in opgeloste zuurstof	mg/l		
Zwevende stoffen	mg/l		
Chemische behoefte aan zuurstof (DCO) (tweekleurige stoffen)	mg/l		
Totale hardheid van het water	°Fr		
Fosfaten	mg/l		
Chromaten	mg/l		
Silicaten	mg/l		
Nitrieten	mg/l		
Andere algiciden, ketelsteen voorkomende middelen en roestwerende middelen	mg/l		

Voorbehouden voor het bestuur

Dossiercode..... Lozing nr.

MACHTIGINGSADVIES VOOR HET LOZEN VAN AFVALWATER

Overeenkomstig artikel 14 van het decreet van 7 oktober 1985 op de bescherming van de oppervlaktewateren, brengt het Ministerie van het Waalse Gewest ter kennis van de bevolking dat bij ministerieel besluit van (datum) (Benaming van de verkrijger) wordt gemachtigd afvalwater afkomstig van installaties gevestigd te (adres van de exploitatiezetel) te (naam van de nieuwe gemeente) in de (naam van de waterloop) gelegen te : (zie het gevoegde kaartuitreksel) te lozen met inachtneming van de lozingsvoorwaarden. Het ministerieel besluit houdende machtiging en houdende bepaling van die voorwaarden kan in het gemeentehuis door iedereen worden geraadpleegd.

Het in artikel 14, § 2 van het decreet voorziene beroep kan worden ingesteld tijdens een duur van dertig dagen, te rekenen van de dag waarop dit advies wordt aangeplakt.

De Minister van het Waalse Gewest,
belast met de Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. COOLS

Aangeplakt op

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,